

Politique intérieure

(Paris, 09 février 2018)

La CDU/CSU et le SPD s'accordent pour reconduire la grande coalition

La presse conservatrice se montre particulièrement sévère face à l'accord de coalition. Dans un éditorial publié à sa Une et présenté comme le point de vue de la rédaction, le tabloïd Bild écrit que "l'Allemagne ne s'est pas dotée d'une grande coalition, mais d'une coalition des grands egos prêts à toutes les concessions pour obtenir le pouvoir, à commencer par la chancelière elle-même". "La grande coalition est en place, mais elle n'a pas bonne mine", avance de son côté Die Welt avant d'ajouter : "les chefs de parti Merkel, Schulz et Seehofer se soutiennent pour ne pas tituber et la chancelière vient d'acheter à prix d'or son 4ème mandat". "La CDU/CSU et le SPD se sont entendus sur un accord de coalition qui n'apporte aucune réponse aux défis qui se posent", déplore le Handelsblatt, rejoint par la Frankfurter Allgemeine Zeitung, tous deux critiquant un futur gouvernement dépensier qui fait la part belle à la politique sociale au détriment de l'économie de marché et "sacrifie la raison budgétaire" (FAZ).

À l'instar de la FAZ relevant que "tous les grands ministères vont au SPD ou à la CSU" et qui se demande si tel est le prix à payer pour que Merkel reste chancelière, les journaux conservateurs s'accordent pour juger que Mme Merkel a consenti de très, voire de trop larges concessions à ses partenaires. "Opération réussie, patient quasi mort", écrit Bild pour qui "ce que la chancelière est parvenue à sauver de son pouvoir d'hier ressemble à une citadelle assiégée", les ministères des finances, des affaires étrangères et du travail allant au SPD, celui de l'intérieur, augmenté de nouvelles compétences, à la CSU. Relevant qu'il ne reste plus à la CDU que les portefeuilles de l'économie et de l'éducation pour imprimer sa marque, le journal déplore tout particulièrement le fait que Merkel ait cédé "l'axe chancellerie-ministère des finances qui lui était pourtant si cher", un "signe incontestable de l'érosion de son pouvoir". Estimant aussi que la CDU s'en sort mal, le Handelsblatt estime que l'on peut conclure aujourd'hui à la fin du conservatisme pour les chrétiens-démocrates. "Des vainqueurs triomphants ont une autre allure", observe également le Tagesspiegel pour qui le fait que le ministère de l'économie échoit à la CDU ne saurait compenser la perte des finances et de l'intérieur. "Un lot de consolation", estime la FAZ. "Macron, Tsipras, tous ont de quoi se réjouir d'un ministre des finances s'appelant Olaf Scholz", écrit Bild.

La presse de gauche se félicite de l'habileté des sociaux-démocrates qui, d'un avis partagé, apparaissent comme les grands gagnants (Süddeutsche Zeitung, Berliner Zeitung, tageszeitung). "Le ministre des finances est après la chancelière la personne la plus importante du gouvernement. Impossible de mener avec succès une politique qui n'aurait pas son approbation", fait valoir la Berliner Zeitung qui s'attend en conséquence à une nouvelle orientation, laquelle devrait s'illustrer aussi sur le plan européen compte tenu de l'importance de la politique européenne qui sera défendue à l'Auswärtiges Amt par Martin Schulz.

Outre la question de la répartition des portefeuilles ministériels, les journaux de gauche se montrent également plus amènes envers l'accord de coalition. "Compte tenu de la situation, c'était ce que l'on pouvait obtenir de mieux", marquent la *Süddeutsche Zeitung* et la *tageszeitung*, le journal de Munich ajoutant que les jours de la nouvelle grande coalition sont néanmoins comptés. "Même un mauvais gouvernement est préférable à pas de gouvernement du tout", fait valoir la *tageszeitung* pour qui rien ne permet de dire que le prochain gouvernement sera mauvais. Il s'apprête certes à "servir les intérêts partisans d'au moins deux des trois partenaires (SPD, CSU)", mais il "fixe les priorités au bon endroit, à commencer par les questions européennes où la coalition va enfin être en mesure d'apporter des réponses aux propositions du président Macron. En mettant l'accent sur les investissements et sur une augmentation de la contribution de l'Allemagne au budget européen, elle devrait tenir sa promesse d'en finir avec l'égoïsme allemand", se réjouit le quotidien.

Accord syndical dans la métallurgie

À l'instar du *Tagesspiegel* sous le titre "la grève s'est avérée payante", les journaux jugent positivement l'accord pilote entre le syndicat IG Metall et le patronat qui prévoit, parmi ses mesures phare, une revalorisation salariale de 4,3% à compter du 1er avril pour les 3,9 millions de salariés de la branche et la possibilité de réduire à 28 heures hebdomadaires le temps de travail pour une durée maximale de deux ans avec garantie de repasser ensuite à temps plein.

Le fait que les revendications salariales ne figuraient pas au premier plan des négociations syndicales cette année a constitué la nouveauté, souligne la *tageszeitung* pour qui "IG Metall peut se déclarer satisfait de ce qu'il a obtenu" en ouvrant la voie à un temps de travail davantage en phase avec les besoins et les intérêts individuels. "C'est moins la pression de la rue que les aspirations et le mode de vie d'une nouvelle génération réunie sous le slogan "ma vie, mon temps", qui se voit contrainte de composer entre le travail, l'éducation des enfants et la présence à la maison d'une personne âgée dépendante, qui a poussé cette fois le patronat au compromis", marque le *Handelsblatt*. "Le fait est qu'aujourd'hui le temps l'emporte de plus en plus sur l'argent et il est juste dommage que les représentants de cette génération ne soient pas tous affiliés à IG Metall car leurs nombreux homologues du tertiaire, dont la semaine de travail est en règle générale plus longue que celle des métallurgistes, ne peuvent que rêver de la semaine de 28 heures", poursuit le quotidien économique qui déplore un fossé qui ne cesse de se creuser sur le marché de l'emploi entre les conditions de travail dans l'industrie, d'une part, et les services, d'autre part. La FAZ regrette que le "compromis intéressant" sur le temps de travail s'apparente davantage à un catalogue de critères compliqués à satisfaire qu'à un dispositif simple et flexible, ce que le journal met au compte du "fardeau idéologique" du puissant syndicat allemand resté sur l'idée que l'obtention de la semaine des 35 heures demeure son seul vrai succès historique alors qu'aujourd'hui nombre de salariés seraient désireux de sortir de ce dispositif pour travailler davantage pour les uns et moins pour les autres.